



Assemblée

Distr. générale
3 juin 2002
Français
Original: anglais

Huitième session

Kingston, Jamaïque
5-16 août 2002

Élection aux fins de pourvoir un siège vacant à la Commission des finances, conformément aux dispositions énoncées à la section 9, paragraphe 5, de l'annexe à l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Note du Secrétaire général

1. L'Assemblée est invitée à prendre acte de la démission de M. Paul McKell (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), membre de la Commission des finances, prenant effet le 23 mai 2002. M. McKell a été élu membre de la Commission des finances en juillet 2001 pour un mandat de cinq ans.
2. Au paragraphe 5 de la section 9 de l'annexe à l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, il est stipulé, qu'en cas de décès, d'empêchement ou de démission d'un membre de la Commission des finances avant l'expiration de son mandat, l'Assemblée élit pour achever le terme du mandat un membre appartenant à la même région géographique ou au même groupe d'États.
3. Conformément aux dispositions de la section 9 de l'Accord, la Commission des finances est composée de 15 membres ayant les qualifications voulues en matière financière. Les membres de la Commission sont élus par l'Assemblée.
4. Par une lettre datée du 22 mai 2002, le Royaume-Uni a informé le Secrétariat de l'Autorité de la candidature de M. Michael C. Wood, Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, pour pourvoir le siège vacant à la Commission des finances. La notice biographique de M. Wood est annexée au présent document.



Annexe

Michael Charles Wood

Né le 5 février 1947; citoyen britannique; CMG (1995)

Université de Cambridge, MA, LL.B (1968-1969)

Institut d'Études européennes, Université libre de Bruxelles (1969-1970)

Admis au Barreau, Gray's Inn (1968); doyen de la Gray's Inn (2000)

Conseiller juridique adjoint, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Londres (1970-1981; 1984-1986)

Conseiller juridique adjoint auprès du Gouverneur de la Rhodésie du Sud (1979-1980)

Conseiller juridique, ambassade de Grande-Bretagne, Bonn (1981-1984)

Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth (1986-1991; 1994-1996)

Conseiller (Affaires juridiques), Mission de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1996-1999)

Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth (depuis 1999)

Agent du Royaume-Uni dans des affaires portées devant la Cour internationale de Justice (depuis 1999)

Agent du Royaume-Uni dans des affaires portées devant la Cour européenne et la Commission européenne des droits de l'homme (1986-1991)

Agent du Royaume-Uni dans des procédures portées devant le Tribunal international du droit de la mer et des tribunaux internationaux d'arbitrage (depuis 2001)

Membre de la délégation du Royaume-Uni à diverses conférences et réunions internationales, notamment aux suivantes :

- Assemblée générale des Nations Unies (1972, 1973, 1991-1994, 2000-2001)
- Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1975-1981)
- Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins
- Conférence de Lancaster House sur la Rhodésie du Sud (1979)
- Conférence internationale de Paris sur le Cambodge (1990-1991)
- Négociations « Deux-plus-quatre » sur la réunification de l'Allemagne (1990)
- Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (1991-1994)
- Pourparlers de paix indirects de Dayton sur la Bosnie-Herzégovine (1995)
- Conférence de Londres sur la mise en oeuvre de la paix (1995)
- Réunions de Rambouillet sur le Kosovo (1999)

Chef de la délégation du Royaume-Uni aux conférences et réunions internationales suivantes :

- Assemblée et Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins (1995-1999)

- Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1995-1998)
- Diverses négociations bilatérales concernant la délimitation de frontières maritimes

Membre du Comité exécutif de la section britannique de l'Association de droit international

Membre honoraire de la Society for Advances Legal Studies

Membre du Conseil consultatif de l'Institute of Advances Legal Studies

Membre du Comité de rédaction du British Yearbook of International Law

Membre du Conseil d'administration du British Institute of International and Comparative Law

Membre de la Section de droit public international du Conseil consultatif du British Institute of International and Comparative Law

Publications

« The Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents », 23 International and Comparative Law Quarterly 791 (1974)

« The European Convention on the Suppression of Terrorism », 1 European Yearbook of International Law 307 (1981)

The Legal Status of Berlin (1987, en collaboration avec I. D. Hendry)

Contributions à l'Encyclopedia of Public International Law et à La Convention européenne des droits de l'homme (Pettiti, Decaux, Imbert)

« Security Council Working Methods and Procedure: Recent Developments », 45 International and Comparative Law Quarterly 150 (1996)

« Participation of Former Yugoslav States in the United Nations and in Multilateral Treaties », 1 Max Planck Yearbook of United Nations Law (1997)

« The Interpretation of Security Council Resolutions », 2 Max Planck Yearbook of United Nations Law (1998)

« The Modern Law of the Sea », British Maritime Industry Catalogue (1999)

« International Seabed Authority: the First Four Years », 3 Max Planck Yearbook of United Nations Law 1 (1999)

« Legal Advisers at Permanent Missions to the United Nations », dans : The International Lawyer as Practitioner (2000)

« Honduras-United Kingdom (Cayman Islands) », Rapport à paraître dans Alexander and Charney, International Maritime Boundaries (en collaboration avec Carlos López Contreras)

* * * * *